

PAS DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE SANS LUTTE À LA PAUVRETÉ !

Montréal, le 21 juin 2017 – La Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ) est loin d’être impressionnée par la Politique de réussite éducative publiée ce matin par le ministre de l’Éducation. *« On se serait attendu à davantage de moyens concrets pour atteindre les ambitieux objectifs que se fixe le Ministre. On se demande par quelle formule magique on compte faire grimper le taux de diplomation à 85 % tout en ne proposant aucunes mesures de lutte à la pauvreté. On aura beau multiplier les places en maternelles 4 ans ou accompagner les parents afin “d’enrichir leur expérience parentale”, sans l’amélioration des conditions de vie des familles en situation de pauvreté, l’égalité des chances ne se concrétisera jamais véritablement »*, s’indigne Sylvie Lévesque, directrice générale de la FAFMRQ.

Dans le mémoire qu’elle avait déposé dans le cadre des consultations tenues à l’automne 2016, la Fédération avait notamment fait ressortir que, si l’éducation primaire et secondaire est censée être gratuite au Québec, force est de constater que la réalité est tout autre. Non seulement les frais exigés pour le matériel scolaire, les activités parascolaires et les services de garde vont bien au-delà de la capacité de payer de nombreuses familles, mais pour avoir accès à des services professionnels pour leurs enfants en difficulté d’apprentissage ! Après avoir effectué des coupures de plus de 350 millions \$ en 2015-2016 dans les services directs aux élèves, le gouvernement annonce des investissements de 1,8 milliards \$, sur cinq ans, pour l’embauche de nouvelles ressources professionnelles. Il faudra voir dans quelle mesure ces sommes seront réellement utilisées à bon escient.

Comme l’affirme le principe à la base de la politique déposée aujourd’hui, le parent est le premier éducateur de l’enfant. À ce titre, les organismes qui accueillent des familles monoparentales et recomposées font un travail d’accompagnement important et mériteraient d’être mieux soutenus financièrement.

Il est inacceptable que, dans une société riche comme la nôtre, des dizaines de milliers d’enfants doivent dépendre des banques alimentaires ou du Club des petits-déjeuners pour manger à leur faim ! Si le gouvernement du Québec veut favoriser la réussite éducative, la recette est pourtant simple : il faut mettre fin à la pauvreté, assurer un financement adéquat à l’école publique et garantir une véritable gratuité scolaire à TOUS les enfants du Québec !

– 30 –

Renseignements :

Sylvie Lévesque, directrice générale, (FAFMRQ), tél. : (514) 729-6666 / cell. : (514) 710-6661